



Le déclin des compétences au sein des Ministères et des entreprises

par Bernard Beauzamy

août 2026

Dans les années 2000, j'ai fait une Note sur ce sujet pour le Secrétariat Général de la Défense Nationale (Premier ministre) ; elle concernait le Ministère de la Défense et est disponible ici : https://www.scmsa.eu/archives/BB_SGDN_protection_patrimoine_scientifique_2001.pdf

Depuis, l'opinion générale, y compris chez les industriels, est que les choses se sont grandement étendues et détériorées ; beaucoup d'entreprises le ressentent. Les raisons le plus souvent invoquées sont :

- Insuffisance des commandes de l'Etat ;
- Difficultés à assurer le transfert des connaissances d'une génération à l'autre.

La première raison est certainement pertinente, d'autant que les rares commandes de l'Etat concernent généralement des sujets politiquement corrects sans contenu, donc incapables de contribuer au maintien des compétences. La décarbonation conduit à la ruine, pas à l'opulence.

A. La vraie raison du déclin

La véritable raison du déclin des compétences n'est pas là ; elle se décrit en un mot : sur quelque sujet que ce soit, plus personne ne veut réfléchir. On construira un immeuble sans avoir pris le temps de faire correctement les plans d'architecte. Evidemment, l'immeuble, mal conçu, se fissure ou s'effondre à la première occasion.

Les manifestations les plus évidentes de l'absence de réflexion sont :

1. Le mépris massif et évident pour toutes les études préliminaires

Elles sont rejetées par principe aussi bien par les ingénieurs et chercheurs en interne que par les acheteurs en charge de l'acquisition des prestations.

- Les chercheurs et ingénieurs en entreprise refusent par principe de s'ouvrir à toute forme de nouveauté ; ils se replient sur eux-mêmes, craignant de sortir de leur zone de confort intellectuel ;
- La direction générale de l'entreprise ne comprend pas qu'il est de son intérêt de s'ouvrir à l'extérieur : "nous avons NOS chercheurs, à eux de faire le travail" ; la direction générale contraint les chercheurs à l'isolement ;
- Comme les chercheurs en interne ne donnent pas satisfaction, plutôt que de les inciter à l'ouverture, la direction générale a un recours massif à la sous-traitance, y compris pour des programmes de recherche que l'on envoie au Mexique, aux Indes, etc. (ce qui est une forme de mépris) ;
- Le mépris le plus absolu par les ingénieurs et par les acheteurs de tout ce qui peut être une prestation d'études ; comme disait une ancienne publicité de Renault : "pas assez cher, mon fils". En cas de restriction de budget, les premières économies se font sur les prestations intellectuelles, qui sont pourtant là pour définir correctement le contenu des projets. Sont retenus des projets dont l'absurdité saute aux yeux, mais qui, par leur caractère politiquement correct, bénéficient d'importants financements. Jusqu'au jour, bien sûr, où les lois de l'économie montrent que le projet était absurde, ou bien les lois de la Nature y mettent un terme ;
- Quelquefois on fera de la recherche pour obtenir des subventions, mais on ne sait pas trop pourquoi : le programme disparaît sitôt que les subventions sont épuisées ; à aucun moment l'entreprise n'a envisagé un quelconque futur pour le programme.

2. La recherche systématique de solutions rapides et bas coût

Le fonctionnement des entreprises se caractérise par la recherche de solutions bas-coût, disponibles sur étagère, sans aucun souci ni de qualité ni de pérennité.

- Recours massif à des outils logiciels jamais validés, du type boîte noire avec intelligence artificielle. En deux jours, avec l'assistance d'un thésard ou d'un stagiaire, on rédigera une démonstration de sûreté, dans le domaine du nucléaire, démonstration sur laquelle l'Institut de RadioProtection et de Sûreté Nucléaire aurait travaillé pendant dix ans ; il en résulte évidemment que les vrais chercheurs ne servent plus à rien ;
- Le recours massif à des simulations, qui ont remplacé de manière absolue toute validation expérimentale. On lance 100 simulations, on en retient une : celle qui plaît au Prince et tous les experts se mettent d'accord pour dire qu'elle décrit la Nature de façon admirable. Il y a toujours, par principe, un consensus d'experts autour des simulations, sans aucun souci de ce que peuvent dire les lois de la Nature ;

- Les industriels s'opposent par principe à toute expérimentation de terrain, qui permettrait de vérifier le bon fonctionnement des équipements ou capteurs qu'ils proposent ; mettre en place par exemple une zone d'expérimentation qui permettrait de vérifier le bon fonctionnement de capteurs en situation réelle est profondément inacceptable, politiquement incorrect : à quoi bon ? cela va coûter de l'argent, cela créera des nuisances, et on n'en a pas besoin, puisque tous les experts sont d'accord pour dire que le système fonctionne.
- Il en résulte systématiquement un allongement des délais de réalisation et une augmentation des coûts, dans des proportions souvent considérables. Comme les études préliminaires ont été mal faites, comme les bases de calcul sont mal définies, il faut reprendre, consolider, etc. Qu'importe ? C'est en général l'Etat qui paye !

B. Que peut-on faire ?

On fait semblant de souhaiter la réindustrialisation du pays ; elle est évidemment impossible dans ces conditions.

Dans une note récente adressée (à sa demande) à M. M. Vincent Jeanbrun, Ministre de la Ville et du Logement, note disponible ici :

https://www.scmsa.eu/archives/BB_V_Jeanbrun_2026_07_16.pdf

nous mentionnons un projet modeste, qui paraît raisonnable : doter un certain nombre d'établissements et de logements de climatisation. Il faudrait d'abord :

- Faire correctement le point sur le besoin réel, par département (analyse d'un historique des températures), donc nécessité d'une étude préliminaire ;
- Faire correctement le point sur notre capacité à accueillir, en France métropolitaine, des usines capables de produire des climatiseurs. La difficulté n'est pas technique, mais il va falloir ignorer les hurlements des écolos. Il faut aussi que ces usines soient raisonnablement rentables, sur le plan économique : là encore, des études préliminaires sont nécessaires.

Equiper la France métropolitaine, là où c'est nécessaire, en équipements de climatisation est probablement ringard, mais c'est faisable et c'est utile. Mais, dans l'état actuel des esprits, un tel projet a peu de chances d'aboutir, moins que les programmes d'informatique quantique, dont le soutien est affiché par l'Etat ; nous en avons dénoncé la vacuité :

https://www.scmsa.eu/archives/SCM_rapport_informatique_quantique_2023_10_14.pdf

dans un rapport adressé au Ministère des Finances et dont quiconque a lu Schrödinger reconnaîtra le bienfondé.

C. Nos dirigeants

Les caractéristiques principales de nos dirigeants actuels sont :

- Ils n'ont pas compris que le rôle d'un gouvernement est normalement de faire en sorte que les gens, en proportion aussi large que possible, aient du travail : chacun souhaite se sentir socialement utile, à la mesure de ses capacités. Délocaliser, informatiser, remplacer par l'IA, vont à l'encontre de ce besoin fondamental ; le repli sur soi mène à la ruine ;
- Ils n'ont pas compris que la survie de l'industrie française passe par un souci de qualité : bien réfléchir à ce que l'on fait, analyser les variantes possibles et en rechercher les avantages.